

Companeras, companeros.

Permettez-moi tout d'abord de vous apporter le salut fraternel de la CGT de Lorraine, et de vous remercier pour votre invitation. Je voudrais également saluer fraternellement les autres délégations syndicales ainsi que tous vos invités. Je dois vous dire que c'est toujours avec le même intérêt et le même plaisir que nous participons aux travaux du congrès des Commissions Ouvrières des Asturies.

« Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts », comme on dit en France, depuis votre dernier congrès en 2004. Cependant, nous avons constamment poursuivi et renforcé notre coopération, notamment par une meilleure connaissance réciproque de la réalité économique, sociale et syndicale de nos deux régions.

Pour cela, nous tenons à remercier Pino et la direction des CC.OO des Asturies.

Les Asturies et la Lorraine, si elles sont différentes géographiquement, sont pourtant semblables économiquement, proches même finalement, car traversées par les mêmes symptômes, auxquels on applique les mêmes remèdes, et qu'on traite le plus souvent par une même thérapie européenne.

Mais, comme vous le savez, durant la période écoulée, la situation des travailleurs ne s'est pas améliorée, que ce soit en Espagne, en France ou ailleurs en Europe, voire dans le monde. Au contraire même, après avoir privatisé les profits à leur seul avantage durant des années, les actionnaires comptent bien aujourd'hui nationaliser leurs pertes et nous faire payer l'addition de la crise. Pour nous, il ne s'agit pas d'un simple accident de parcours, une simple crise structurelle, comme on essaie de nous en convaincre.

Il s'agit d'une crise systémique et globale du capitalisme qui concerne tous les secteurs de l'économie, les entreprises, les banques, les ménages, les administrations, toutes les régions du monde, dont bien sûr nos deux pays.

Pendant des années, les banques, les fonds d'investissement ont exigés des taux de rentabilité de leurs capitaux largement supérieurs à la croissance de l'économie réelle.

Depuis des années, les résultats financiers des grands groupes n'ont cessé de s'accroître.

Chaque année, les bénéfices réalisés par les entreprises et les dividendes versés aux gros actionnaires battent des records ; quant ce ne sont pas des parachutes en or massif octroyés aux dirigeants pour les remercier de leur gestion.

De l'autre côté, la part de la valeur ajoutée consacrée aux travailleurs diminue au profit de la rémunération du capital.

La bulle financière, inlassablement nourrie durant des décennies, par ces prélèvements effectués par le capital au détriment du travail, a fini par crever. C'est sur ce terreau que la spéculation financière a imposé ses exigences au monde du travail en le dépouillant peu à peu de ses acquis, et en accroissant son exploitation.

Des régulations internationales, afin de maîtriser les marchés, surtout les banques et les institutions financières, sont indispensables. Mais elles ne suffiront pas et doivent, de toute manière, pour être efficaces, être relayées par des mesures internes à chaque pays.

Or aujourd'hui, si l'on veut sortir de cette situation dans laquelle les travailleurs sont plongés : chômage partiel, précarité, fermetures d'entreprises, restrictions salariales, casse des conventions collectives, remises en cause de l'âge de la retraite, des systèmes de protection sociale et des services publics, ce n'est pas en renforçant le pouvoir des milieux financiers.

Or, c'est ce que vient de faire la France, avec son plan de sauvetage des banques, prévoyant la possibilité de mobiliser 360 milliards d'euros. Cette somme, accordée sans aucune contrepartie, sans aucun engagement de leur part, sera recherchée sur les marchés financiers, ce qui augmentera encore leur pouvoir. Les travailleurs pauvres devront se contenter d'une prime de 200 euros chacun dans le plan de relance.

360 milliards d'euros, c'est l'équivalent de 30 années de salaires nets d'un million de salariés payés au salaire minimum français.

Quant au plan de relance européen, de nombreuses interrogations existent, notamment sur sa préconisation d'un accroissement de la dérèglementation du marché du travail, alors que la crise met en évidence la nécessité d'une plus grande sécurité sociale et professionnelle des travailleurs.

Pour la CGT, l'économie française est en récession, en grande partie à cause de la faiblesse de la consommation des ménages, due à la baisse du pouvoir d'achat par la faiblesse des salaires, et le développement de la précarité, entre autres. La question de la hausse des salaires et de la promotion de l'emploi est donc incontournable et doit s'accompagner d'autres mesures, liées à la revendication d'un « travail décent » portée par des millions de travailleurs du monde entier le 7 octobre dernier à l'appel de la Confédération Syndicale Internationale.

Il s'agit de répondre, dans une démarche collective, à un ensemble de questions :

- les choix stratégiques des entreprises et les droits d'intervention des travailleurs sur ces choix,
- l'amélioration des droits sociaux, du niveau local aux niveaux européen et mondial,
- l'instauration d'un mécanisme assurant une sécurité sociale professionnelle aux travailleurs, assurant, notamment la continuité du contrat de travail du salarié et le maintien de ses droits d'une entreprise à l'autre.

Est-ce possible nous dira-t-on ? Car à entendre patronat et gouvernement, les caisses seraient vides, et il n'y aurait pas de marges de manœuvre.

Nous savons tous que c'est faux.

En changeant les orientations qui dominent aujourd'hui les choix de la puissance publique et des entreprises, on pourra trouver les moyens financiers pour sauver et augmenter l'emploi et l'investissement productif, répondre aux besoins sociaux, augmenter le salaire minimum (le SMIC), les salaires, les pensions et les minima sociaux.

Mais tout cela relèverait de l'incantation si la question du rapport des forces n'était pas posée dans le même temps.

Ce sont ces questions qui se trouvaient au centre de la journée de grèves et de manifestations du 29 janvier. C'est d'ailleurs la première fois depuis 30 ans que toutes les organisations appelaient à une manifestation nationale autour d'analyses partagées, de revendications et de propositions communes. Une nouvelle journée intersyndicale et interprofessionnelle de grèves et de manifestations a été fixée le 19 mars prochain. Cette situation inédite montre bien là la nécessité urgente d'apporter des réponses aux besoins des travailleurs ; cela dans un contexte

syndical où les dernières élections prud'homales ont renforcé la CGT comme première organisation, tant en France au niveau national avec 34% des voix, qu'en Lorraine avec quasiment 30%.

D'ailleurs nous avons démontré ensemble l'efficacité de la mobilisation lorsque, récemment encore à Strasbourg le 16 décembre, nous avons pu mettre en échec le projet de modification de la directive temps de travail, par un vote du Parlement. Cette expérience montre, si besoin était, qu'il est indispensable de doter le Parlement européen, organe démocratique et légitime de l'Union européenne, de compétences accrues et de limiter la toute-puissance de la Commission européenne qui, elle, n'est pas élue démocratiquement. C'est cette Europe de la finance et du recul social que les travailleurs français ont massivement rejeté lors du référendum sur la Constitution européenne en 2005. Même si aujourd'hui Sarkozy a réussi à la faire ratifier par sa majorité au Parlement, refusant un nouveau référendum pourtant exigé par la CGT et une majorité de Français, rien n'est réglé sur le fond. Le vote du peuple irlandais le prouve également.

Notre coopération syndicale s'inscrit dans cette perspective d'une Europe sociale à construire ensemble, notre avenir nous est désormais commun.

Vive le syndicalisme de classe,
Vive la solidarité internationale,
Puxa Comisiones obreres de Asturias